

RDC : Protégeons notre Nation



Conférence épiscopale
nationale du Congo

Communiqué du bureau de Joseph Mukungubila suite à la "LETTRE DES EVEQUES DE LA CONFERENCE EPISCOPALE NATIONALE DU CONGO REUNIS A ROME, AUX FIDELES CATHOLIQUES ET AUX HOMMES ET FEMMES DE BONNE VOLONTE DE LA RD CONGO"

Suite à la lettre adressée par la CENCO aux fidèles catholiques et au peuple congolais le 14 Septembre 2014 depuis Rome, nous, membres du bureau de Joseph Mukungubila, témoignons de notre réjouissance et partageons pleinement les préoccupations des évêques catholiques en faveur de notre peuple. Nous nous associons à la prière qu'ils ont fait monter au "*Seigneur (..) pour qu'il bénisse notre Peuple, qu'il lui montre un visage bienveillant et plein de grâce et qu'il lui accorde la paix !*".

Dans cette lettre, les évêques catholiques affirment avoir partagé avec le pape François "*les joies et les espoirs, les peines et les souffrances du peuple congolais*". En réponse, le pape les a exhortés "*à apporter [leur] contribution pour l'avenir heureux de notre nation*". En vertu de ce message du pape, nous les appelons à militer et à peser de tout leur poids, afin que soit mis en place un dialogue entre les différents fils et filles du Congo, de toutes tendances

confondues, sans exclusion. Ce dialogue devra trouver une solution définitive au problème congolais et restaurer la paix dont notre peuple est privé depuis au moins 20 ans avec un bilan, selon les estimations, compris entre 6 et 10 millions de morts à cause des guerres et des massacres successifs.

Les évêques catholiques du Congo affirment que modifier l'article 220 de la constitution "*serait faire marche en arrière sur le chemin de la construction de notre démocratie et compromettre gravement l'avenir harmonieux de la Nation. Après toutes les guerres et tribulations connues en RD Congo, [ils sont] persuadés que les citoyens et les hommes politiques qui aiment vraiment ce pays autant que [eux] tous, éviteront d'engager la Nation dans une voie sans issue*". En d'autres mots, ils mettent la stabilisation du pays et l'équilibre des pouvoirs au centre de leurs préoccupations. Partant de ce constat, nous voulons rappeler que les échéances électorales précédentes, sensées garantir la paix et la stabilité, ont donné lieu à de graves crises; des accusations de fraudes massives avec effusion de sang notamment lors des affrontements armés dans la capitale congolaise, entre les troupes de Bemba et celles d'alias Kabila en 2006, puis lors des massacres de manifestants pacifiques majoritairement pro-Tshisekedi en novembre 2011.

L'analyse et le diagnostic de ces crises "électorales" n'ayant pas été faits, nous craignons que dans l'état actuel des choses, la simple non-modification de l'article 220 ne suffise pas. En effet, la RD Congo traverse une crise institutionnelle profonde et sans précédent. Le pays est dans une insécurité totale due notamment à plusieurs dizaines de milices congolaises et étrangères qui continuent à sévir sur le territoire, les frontières étant poreuses et violées constamment. La justice non indépendante et fortement politisée n'est plus un recours pour une population, victime en outre d'une misère généralisée. Plusieurs acteurs politiques, dont la contribution à l'avancée du pays est

nécessaire, sont aujourd'hui emprisonnés ou en exil. Il est donc impérieux, avant d'aller aux élections, de passer par un dialogue entre Congolais, pour trouver une solution définitive à ces crises. Nous exigeons préalablement la libération de tous les prisonniers politiques tels que Diomi Ndongala, Bruno Kabangu, Bertrand Ewanga, tous les disciples et partisans de Joseph Mukungubila et d'autres; puis le retour des exilés politiques, avec des garanties pour leur sécurité et leurs libertés de mouvement et d'expression. La RD Congo n'est pas actuellement une démocratie. Sans le règlement de cette crise institutionnelle profonde, il y a tout lieu de craindre que 2016 conduise à un nouveau bain de sang.

Les évêques catholiques demandent également "*à tous les curés et catéchistes de lire à l'intention des fidèles, [leur]message « Protégeons notre Nation »*". Une fois encore, nous nous réjouissons de la mise à contribution des structures et des réseaux catholiques pour le bien du peuple et la survie de la nation. L'appel ainsi lancé par l'église catholique du Congo aux "*nombreux fils et filles de notre peuple (..) pour protéger la Nation*" ne peut être ignoré et nous nous y associons. La référence au martyr de Clémentine Anuarite Nengapeta dont c'est l'année du cinquantenaire, nous renvoie au martyr du peuple congolais dont le sang n'a cessé d'être versé dès l'indépendance, et plus encore à partir de l'invasion rwandaise que nous vivons depuis 1996. Nous demandons à tous les acteurs politiques, civils, militaires et à tout le peuple, ceux qui aiment réellement la patrie, le Congo, de répondre favorablement à notre adresse et à celle des évêques.

Le voeu de l'église catholique de "*confier la destinée de ce pays à Christ*" est partagé. Qu'il plaise au Créateur de nous accorder cette grâce.

Le Bureau du Prophète de l'Eternel Joseph Mukungubila



Télécharger
le communiqué